

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies créés par nous-mêmes ou par des tiers pour vous proposer du contenu personnalisé.

Pour en savoir plus sur la protection de vos données, [cliquez-ici](#).

Accepter

Personnaliser les cookies

Se connecter | S'inscrire

Play Suisse | À propos - Radio Télévision Suisse

INFO

SPORT

CULTURE

PLAY RTS

RADIO

TV

PROGRAMME TV

MÉTÉO

PLUS

RECHERCHER

INFO

EMISSIONS TV ▼

RADIO ▼

PODCASTS ▼

Rechercher

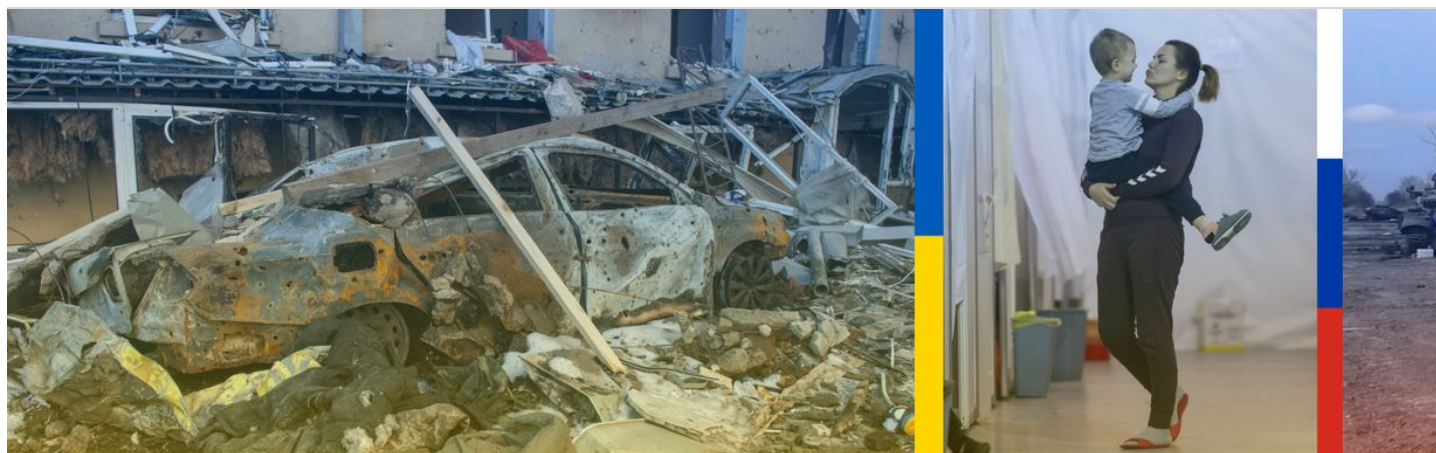
UKRAINE

SUISSE ▼

MONDE

ECO

PLUS ▼



Guerre en Ukraine

Publié hier à 17:00 - Modifié à 00:00

La Russie n'accepte plus les dollars et les euros pour son gaz livré à l'Europe

- Vladimir Poutine a annoncé mercredi que la Russie n'acceptera plus de paiements en dollars ou en euros pour les livraisons de gaz à l'UE. Cette annonce a eu un effet immédiat sur la devise russe, qui s'est renforcée face aux monnaies américaine et européenne.

- Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a exhorté mercredi devant le Parlement français les entreprises françaises implantées en Russie à cesser de soutenir "la machine de guerre" russe et à quitter ce pays, citant Renault, Auchan et Leroy Merlin.

- Le président américain Joe Biden est arrivé mercredi en Europe afin de cimenter l'unité des Occidentaux dans leurs stratégie de sanctions contre Moscou.

- Un quartier résidentiel du nord-ouest de Kiev a été la cible mercredi matin d'un bombardement russe qui a fait quatre blessés légers et endommagé plusieurs habitations, a-t-on appris de sources concordantes.

- Marioupol a été frappée mardi par deux "bombes superpuissantes", a indiqué la municipalité sans pouvoir donner de bilan. Selon le président ukrainien Volodymyr Zelensky, quelque 100'000 civils sont toujours coincés dans la grande ville portuaire, où des chars russes sont entrés après des semaines de bombardement

Suivi assuré par la rédaction RTSinfo

Événements clés

Afficher

23h35

Un mois après le début de l'invasion, Volodymyr Zelensky appelle à des manifestations mondiales

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a appelé mercredi soir les citoyens du monde entier à descendre dans les rues pour protester contre l'invasion de son pays par la Russie.

"Allez-y avec des symboles ukrainiens pour défendre l'Ukraine, pour défendre la liberté, pour défendre la vie!", a lancé Volodymyr Zelensky dans un message vidéo en anglais. "Retrouvez-vous sur les places, dans la rue, montrez-vous et faites-vous entendre!"

Dans un discours enflammé à la veille de la date marquant le premier mois de l'invasion russe, Volodymyr Zelensky a appelé le monde à "se lever contre la guerre à partir du 24 mars".

"Exprimez-vous, manifestez depuis vos bureaux, vos maisons, vos écoles et vos universités, manifestez au nom de la paix !", a martelé le président Zelensky.

23h30

Londres va livrer 6000 missiles antichars supplémentaires à l'Ukraine

Le Royaume-Uni va livrer 6000 missiles antichars supplémentaires à l'Ukraine, multipliant par plus de deux ses livraisons d'armes après l'invasion russe du pays, a annoncé mercredi le Premier ministre britannique Boris Johnson.

Malgré la résistance "extraordinairement courageuse" des Ukrainiens, "nous ne pouvons et n'allons pas rester sans réagir et laisser les Russes réduire les villes ukrainiennes en poussière", a indiqué Boris Johnson avant des sommets de l'Otan et du G7 prévus jeudi à Bruxelles, un mois après le début de la guerre.

"Le Royaume-Uni travaillera avec ses alliés pour accroître la soutien militaire et économique à l'Ukraine, renforçant ses défenses alors qu'elle inverse le cours de cette bataille", a-t-il ajouté.

Aide de 25 millions de livres

Ces 6000 armes antichars portent à plus de 10'000 le nombre de ces armes destinées à l'Ukraine. Londres a déjà livré au pays plus de 4000 missiles antichars, dont des NLAW et Javelin, ainsi que des missiles portatifs Starstreak.

Boris Johnson a aussi annoncé aussi une aide de 25 millions de livres pour l'armée ukrainienne, en plus des 400 millions de livres d'aide économique et humanitaire déjà promis.

23h00

Selon le Pentagone, l'armée russe commence à établir des positions défensives

L'armée russe a reculé de plus 30 km à l'est de Kiev depuis 24 heures et a commencé à établir des positions défensives sur plusieurs fronts en Ukraine, a indiqué mercredi un haut responsable du Pentagone.

"Les Ukrainiens ont réussi à repousser les Russes à 55 km à l'est et au nord-est de Kiev" a déclaré à la presse ce haut responsable ayant requis l'anonymat, alors que le Pentagone

estimait encore mardi que les forces russes se trouvaient à 15 à 20 km du centre de la capitale.

"Nous commençons à constater qu'ils se retranchent et qu'ils établissent des positions défensives", a-t-il ajouté. "Ce n'est pas qu'ils n'avancent pas, c'est qu'ils ne tentent pas d'avancer. Ils prennent des positions défensives."

22h55

Face au choc provoqué par la guerre en Ukraine, l'Égypte demande le soutien du FMI

L'Égypte, touchée de plein fouet par la hausse des prix des matières premières liée à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, va demander le soutien financier du Fonds monétaire international, a indiqué l'institution mercredi.

"L'environnement mondial en évolution rapide et les retombées liées à la guerre en Ukraine posent des défis importants pour les pays du monde entier, y compris l'Égypte", a expliqué la cheffe de mission du FMI dans le pays, Céline Allard, dans un communiqué.

L'Égypte dépend fortement des importations de blé et d'huile de tournesol en provenance de Russie et d'Ukraine et subit de plein fouet l'actuelle flambée des prix des matières premières.

Le taux d'inflation y a atteint 10% sur un an en février, en raison principalement d'une hausse des prix des aliments de 20%.

22h00

La fin de la mondialisation low-cost?

Du jour au lendemain, de nombreuses entreprises occidentales présentes en Russie ont dû se retirer du pays. Une décision qui fait suite aux sanctions instaurées, mais qui vise aussi à prévenir le risque réputationnel.

Aujourd'hui, les grands groupes réfléchissent à leur stratégie et à leur présence dans d'autres régions qui pourraient leur être dommageables. Invité dans Forum, Stéphane Garelli, professeur d'économie à l'IMD, estime que "l'invasion russe a mis en évidence une fracture profonde de l'économie mondiale".

Il s'explique: "les entreprises sont prises entre deux feux. D'un côté, elles sont très sous pression de leur opinion nationale pour avoir une conduite morale irréprochable, et sont également les instruments des volontés politiques des Etats. Et d'un autre côté, quand elles vont dans certains pays comme la Chine ou la Russie, elles sentent une certaine opposition à l'Occident, une irritation profonde à une attitude moralisatrice."

>> Lire également : **L'invasion russe entraînera "la fin de la mondialisation low-cost", estime Stéphane Garelli**

>> L'interview complète de Stéphane Garelli dans Forum :

 Certaines entreprises se retirent de régions à risque réputationnel: interview de

Les suites de la guerre en Ukraine pourraient entraîner la fin de la mondialisation low-cost: interview de Stéphane Garelli / Forum / 5 min. / hier à 18:00

21h45

Joe Biden arrive à Bruxelles

Le président américain Joe Biden est arrivé mercredi en Europe, afin de cimenter l'unité des Occidentaux dont les options de représailles contre la Russie se réduisent au fur et à mesure que la guerre en Ukraine se poursuit.

Air Force One s'est posé peu après 21h00 locale mercredi (20h00 GMT) à Bruxelles.

"Ce que nous aimerions entendre (de la part des alliés des Américains) est que cette fermeté partagée que nous avons vue au cours du mois dernier durera autant qu'il le faudra", a déclaré son conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan, lors d'un échange avec la presse à bord d'Air Force One, en route pour Bruxelles.

Un marathon diplomatique inédit pour Joe Biden

Un mois exactement après le début de l'invasion de l'Ukraine, un marathon diplomatique inédit attend le président américain et ses partenaires: en une seule journée, un sommet de l'Otan, un sommet du G7 et un sommet de l'Union européenne.

Si ce déplacement, qui emmènera ensuite Joe Biden en Pologne, a une forte portée symbolique, ces grandes rencontres ne devraient pas déboucher sur des rafales de sanctions ou des annonces stratégiques fracassantes, comme celles qui ont rythmé les semaines écoulées.

21h40

Renault suspend ses opérations en Russie

Le constructeur automobile français Renault a annoncé mercredi soir suspendre "à partir de ce jour" les "activités de l'usine Renault de Moscou" et évaluer "les options possibles concernant sa participation" dans sa filiale russe AvtoVAZ.

"En conséquence, Renault Group est contraint de revoir ses perspectives financières pour l'année 2022 avec une marge opérationnelle du Groupe de l'ordre 3%", contre plus de 4% précédemment, a annoncé le groupe dans un communiqué publié après des appels à un boycott mondial de la marque lancés par la diplomatie ukrainienne. AvtoVAZ, détenue à 69% par Renault, est leader du marché russe avec sa marque Lada.

Appel à un "boycott" mondial

Le chef de la diplomatie ukrainienne Dmytro Kouleba avait appelé mercredi à un "boycott" mondial du constructeur automobile français Renault en raison de "son refus de quitter la Russie", à la suite de l'invasion de l'Ukraine par les forces de Moscou.

Dmytro Kouleba accuse dans un tweet Renault, dont la Russie est le deuxième marché et où il est présent via la compagnie AvtoVAZ, de "soutenir une guerre brutale d'agression". Il appelle en conséquence "les clients et les entreprises à travers le monde à boycotter le groupe Renault".

21h25

Une journaliste russe tuée à Kiev

Une journaliste russe a été tuée mercredi dans un bombardement sur Kiev, a annoncé dans la soirée le média indépendant en ligne pour lequel elle travaillait, The Insider.

Oksana Baulina a été tuée par une roquette pendant qu'elle était en train de filmer les dommages causés par une précédente frappe sur un centre commercial de l'arrondissement de Podil, dans le nord-ouest de la capitale ukrainienne, selon un communiqué de son journal.

Un autre civil a été tué et deux personnes qui accompagnaient la journaliste ont été blessées.

21h15

Les prestations de l'Agence spatiale russe se paieront en roubles

L'Agence spatiale russe (Roscosmos) a annoncé mercredi soir son intention de passer aussi au règlement en roubles avec ses partenaires internationaux, après l'annonce par le président Vladimir Poutine que Moscou n'accepterait plus de paiements en dollars ou en euros pour les livraisons de gaz à l'UE.

"Nous allons, nous aussi, conclure tous nos accords extérieurs en roubles", a déclaré le patron de Roscosmos, Dmitri Rogozine, cité par l'agence de presse officielle TASS.

21h05

Diplomates américains expulsés de Russie

La Russie a décidé d'expulser des diplomates américains en représailles à l'expulsion par Washington de 12 membres de la mission diplomatique russe auprès de l'ONU, a indiqué mercredi la diplomatie russe dans un communiqué.

"Le 23 mars, une note avec la liste des diplomates américains déclarés +persona non grata+ a été remise au responsable de la mission diplomatique américaine qui a été convoqué au ministère russe des Affaires étrangères", précise le communiqué.

Cette décision a été prise en réponse à l'expulsion par Washington des diplomates de la mission diplomatique russe auprès de l'ONU à New York, selon la même source.

20h55

Vers une nouvelle phase de la guerre ?

En Ukraine, l'armée russe "est enlisée". C'est en tout cas ce qu'a déclaré mercredi le chancelier allemand Olaf Scholz.

Sur le terrain, la Russie a perdu des milliers de véhicules mais aussi vraisemblablement des milliers d'hommes. Autour de Kiev, l'armée n'avance plus et les forces ukrainiennes ont même pu lancer plusieurs contre-offensives.

Près d'un mois après le début de l'invasion, la guerre semble donc être entrée dans une nouvelle phase.

>> Le reportage du 19h30 :

 En Ukraine, "l'armée russe est enlisée", a déclaré mercredi le chancelier allemand Olaf Scholz [RTS]

En Ukraine, "l'armée russe est enlisée", a déclaré mercredi le chancelier allemand Olaf Scholz / 19h30 / 2 min. / hier à 19:30

>> Lire également : **Le nombre de soldats russes morts, entre énigme et enjeu politique**

20h40

Les deux camps craignent l'utilisation d'armes chimiques

Joe Biden estime qu'une attaque russe à l'arme chimique est "une menace crédible". Cette potentielle escalade inquiète l'Occident. Les Russes, de leur côté, affirment que c'est l'Ukraine qui développe de telles armes.

Dmitri Polianski, ambassadeur adjoint de la Russie auprès de l'ONU à New York, déclarait mardi: "A notre grand regret, nos prédictions concernant les groupes nationalistes ukrainiens préparant des provocations chimiques sur les territoires qu'ils contrôlent se réalisent."

Ces accusations ont été balayées par les Etats-Unis. Joe Biden a déclaré que "les Russes suggèrent que l'Ukraine possède des armes biologiques et chimiques. C'est un signe clair que Vladimir Poutine envisage lui-même d'utiliser ces deux types d'armes. Il a déjà utilisé des armes chimiques dans le passé, et nous devrions faire attention à ce qui est sur le point de se produire."

>> Les précisions du 19h30 :

 Les accusations d'utilisation d'armes chimiques se multiplient entre la Russie et l'Ukraine [RTS]

Les accusations d'utilisation d'armes chimiques se multiplient entre la Russie et l'Ukraine / 19h30 / 2 min. / hier à 19:30

20h10

La Russie restreint l'accès à News.Google

Le régulateur russe des médias (Roskomnadzor) a restreint l'accès au service en ligne News.Google, accusé de fournir l'accès à de "fausses" informations sur l'offensive russe en Ukraine, ont rapporté mercredi les agences de presse russes.

Cette décision a été prise à la demande du Parquet général russe, selon un communiqué de Roskomnadzor, cité par les agences.

Ce service d'actualités en ligne "assurait l'accès à de nombreuses publications et matériaux qui contiennent de fausses informations (...) sur le déroulement de l'opération militaire spéciale sur le territoire ukrainien", précise le communiqué.

Depuis le début de l'intervention russe en Ukraine le 24 février, le pouvoir russe a considérablement renforcé son contrôle des informations diffusées sur internet, l'un des derniers espaces d'expression libre dans le pays.

19h20

L'armée russe a commis des "crimes de guerre", assurent les Etats-Unis

Le gouvernement américain "a établi que les membres des forces russes ont commis des crimes de guerre en Ukraine", a affirmé mercredi le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken.

Les Etats-Unis se basent sur "un examen minutieux des informations disponibles issues de sources publiques et du renseignement", a indiqué dans un communiqué Antony Blinken, précisant que des tribunaux devraient déterminer les responsabilités juridiques.

19h00

Washington va sanctionner de nouvelles personnalités russes jeudi

Les Etats-Unis vont annoncer jeudi "un ensemble de sanctions qui concernent à la fois des personnalités politiques" et "des oligarques", a annoncé mardi le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan, en route avec le président Joe Biden pour l'Europe.

Il a par ailleurs dit, lors d'un échange avec la presse à bord d'Air Force One, que les pays du G7 allaient lancer une "initiative" pour assurer que la Russie ne puisse pas contourner les sanctions qui lui ont déjà été imposées suite à l'invasion de l'Ukraine le 24 février.

18h45

Exiger des roubles pour le gaz est une "rupture de contrat", dénonce Berlin

L'Allemagne a critiqué mercredi une "rupture de contrat" après l'annonce par le président russe Vladimir Poutine que Moscou n'accepterait plus de paiements en dollars ou en euros en échange de ses livraisons de gaz à l'Union européenne.

Cette exigence "constitue une rupture de contrat", a déclaré le ministre de l'Économie Robert Habeck lors d'une conférence de presse à Berlin. "Nous allons maintenant discuter avec nos partenaires européens de la manière de répondre à cette demande", a-t-il ajouté.

18h30

La Suisse doit-elle interdire à son tour Russia Today et Sputnik?

Faut-il officiellement interdire en Suisse les chaînes d'informations RT (ex-Russia Today) et Sputnik? Selon le quotidien alémanique Tages Anzeiger, la question est actuellement sur la table du Conseil fédéral.

Suite à l'invasion russe en Ukraine, l'Union européenne a décidé début mars de bloquer ces deux chaînes proches du Kremlin. Si jusqu'à présent la Suisse a repris presque la totalité des sanctions prises par Bruxelles, ce n'est toujours pas le cas de celle concernant RT et Sputnik.

"Affaiblir le gouvernement russe"

Carlo Sommaruga, conseiller aux Etats (PS/GE), estime dans Forum que la Suisse doit changer de position. "Je suis pour la liberté de la presse. Mais ici on est dans un contexte extrêmement différent. On est dans une guerre. Une guerre militaire, une guerre cybernétique, une guerre économique, et aussi une guerre de l'information.


"Il s'agit de mettre en place des dispositifs pour affaiblir le gouvernement russe dans sa volonté non seulement d'attaquer l'Ukraine, mais aussi de diviser les sociétés occidentales en profitant de la liberté d'expression."

"La meilleure réponse est la qualité de l'information"

Pour la conseillère aux Etats Marianne Maret (Centre/VS), il s'agit d'une ligne rouge à ne pas franchir: "En aucun cas on doit toucher à la liberté de la presse. Par ailleurs, cette notion de censure, parce que c'est de cela qu'il s'agit, signifie que les habitants de notre territoire ne sont pas capables de se former leur propre opinion."

"Ce n'est pas comme ça qu'on règle les choses, ce serait déplacer le problème, parce que la propagande russe est là, elle existe. La meilleure réponse à la désinformation est la qualité de l'information, pas la censure."

>> Ecouter le débat entre Marianne Maret et Carlo Sommaruga dans Forum :

 [Russia Today, Sputnik: faut-il les interdire en Suisse? Débat entre Marianne Maret et Carlo Sommaruga \[RTS\]](#)

18h10

Ces étrangers qui viennent en Ukraine pour combattre

Les combattants étrangers seraient de plus en plus nombreux à grossir les rangs des deux camps en Ukraine.

Kiev affirme que 20'000 soldats étrangers, venus de 52 pays - principalement européens -, auraient rejoint la légion internationale. Cette légion a été créée par le président Volodymyr Zelensky aux premiers jours de la guerre.

Côté russe, Vladimir Poutine aurait autorisé la venue de 16'000 combattants du Moyen Orient, notamment de Syrie. Il y aurait aussi 10'000 Tchétchènes.

Le statut de ces soldats pose toutefois des questions en matière de droit international.

>> Les précisions de Forum :

 **Des milliers de soldats étrangers combattent dans les rangs ukrainiens et russes [RTS]**

Des milliers de soldats étrangers combattent dans les rangs ukrainiens et russes / Forum / 3 min. / hier à 18:00

17h50

La procureure générale d'Ukraine enquête sur des crimes de guerre

En plein conflit armé, la procureure générale d'Ukraine Iryna Venediktova s'attache à établir les preuves des crimes dont Kiev et les Occidentaux accusent les forces russes, et même Vladimir Poutine, qualifié par Joe Biden de "criminel de guerre".

"Oui, nous pouvons le prouver", affirme la procureure à l'AFP avec une pointe de défi dans la voix. "Je peux même dire qu'il est le principal criminel de guerre du XXIe siècle".

A son poste, cette femme âgée de 43 ans recense un nombre croissant de crimes de guerre supposés et attribuables aux forces russes, incluant même celui de génocide.

17h40

La reconnaissance faciale pour révéler aux Russes leurs pertes

L'Ukraine a décidé de se doter d'"un système d'appels automatiques vers la Russie" utilisant la reconnaissance faciale pour révéler aux Russes l'ampleur de leurs pertes militaires, a annoncé mercredi le vice-Premier ministre ukrainien Mykhaïlo Fedorov.

"Aujourd'hui, nous utilisons l'intelligence artificielle pour chercher sur les réseaux sociaux des profils de soldats russes sur la base des (images) de leurs corps, afin de signaler leur mort à des amis et à des proches", a expliqué Mykhaïlo Fedorov sur Facebook.

"Dissiper le mythe"

"On met en place un système d'appels automatiques vers la Russie pour dire la vérité sur les assassins russes", a-t-il ajouté, avant de lâcher: "Nous avons commencé à faire des choses que nous ne pouvions même pas imaginer il y a un mois".

L'objectif, a expliqué le vice-Premier ministre, est de "dissiper le mythe d'une 'opération spéciale' à laquelle 'aucun conscrit ne prend part' et dans laquelle 'personne ne meurt'".

17h30

La Suède va envoyer 5000 armes antichar de plus

La Suède va envoyer 5000 armes antichar supplémentaires à l'Ukraine pour la soutenir face à l'invasion russe, a annoncé le gouvernement mercredi.

Pour aider Kiev, le pays scandinave a rompu avec sa doctrine lui interdisant d'exporter des armes vers un pays en guerre pour la première fois depuis 1939.

L'annonce intervient à la veille d'un discours du président ukrainien Volodymyr Zelensky devant le Parlement suédois, jeudi.

17h20

Russes et Biélorusses finalement exclus des Mondiaux de natation

La Fédération internationale de natation (Fina) a finalement exclu mercredi les Russes et Biélorusses des Championnats du monde en juin à Budapest, après avoir dans un premier temps autorisé leur participation à cette compétition sous pavillon neutre.

Le bureau de l'instance a tenu compte d'une "évaluation indépendante des risques" pour bannir des Mondiaux (18 juin-3 juillet) les nageurs et officiels des deux pays en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, indique la Fina dans un communiqué.

17h10

Poutine ne veut plus de dollars et d'euros pour le gaz russe livré à l'UE

Vladimir Poutine a annoncé mercredi que la Russie n'acceptera plus de paiements en dollars ou en euros pour les livraisons de gaz à l'UE, donnant une semaine aux autorités russes pour élaborer le nouveau système en roubles.

"J'ai pris la décision de mettre en oeuvre un ensemble de mesures pour passer au paiement en roubles de notre gaz livré aux pays hostiles, et de renoncer dans tous les règlements aux devises qui ont été compromises", a déclaré le président russe lors d'une réunion gouvernementale, expliquant qu'il s'agissait d'une réaction au gel des actifs de la Russie en Occident à cause de son offensive en Ukraine.


Effet immédiat sur le rouble

Cette annonce a eu un effet immédiat sur la devise russe, qui s'est renforcée face à l'euro et au dollar, alors qu'elle s'était écroulée dès le 24 février et l'entrée des forces russes en Ukraine.

Vladimir Poutine a par ailleurs laissé entendre que d'autres exportations russes seraient concernées, les Occidentaux ayant gelé quelque 300 milliards de dollars de réserves russes détenues à l'étranger, mesure que le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a qualifié de "vol" mercredi.

La présidence ukrainienne a rapidement dénoncé "une guerre économique" menée par Moscou pour "renforcer le rouble".

Pour le moment, les hydrocarbures russes ont été largement épargnés par les lourdes sanctions occidentales contre la Russie.

 La Russie n'accepte plus les dollars et les euros pour son gaz livré à l'Union européenne. [Wojciech Kardas - Reuters]

La Russie n'accepte plus les dollars et les euros pour son gaz livré à l'Union européenne. [Wojciech Kardas - Reuters]

16h50

L'OMS alerte sur les besoins sanitaires urgents en Ukraine

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) n'a jamais vu "des besoins aussi complexes aussi rapidement" comme en Ukraine. Elle a relevé mercredi à Genève l'importance d'augmenter "massivement" l'aide dans les prochaines semaines dans le pays.

La moitié des Ukrainiens "ont quitté le pays, sont des déplacés internes ou se trouvent directement dans les territoires des affrontements", a affirmé à la presse à Genève le chef du programme d'urgence à l'OMS Michael Ryan. "C'est une donnée honteuse" après un mois de conflit, a-t-il insisté.

Manque d'argent

La situation actuelle augmente la menace pour les personnes atteintes de certaines pathologies, selon l'organisation. Elle a pu distribuer 150 tonnes de matériel médical mais un convoi pour Marioupol n'a pas pu accéder à la ville en raison du manque de sécurité dans la ville assiégée.

L'impossibilité d'obtenir de la nourriture et de l'eau ou aussi celle de se rendre dans un centre de santé sans être menacé de tirs n'est pas humaine, affirme Michael Ryan.

L'OMS a reçu moins de 10 des quelque 58 millions de dollars demandés pour faire face à la situation en Ukraine.

16h20

Kiev toujours menacée mais l'armée russe recule sur plusieurs fronts

Kiev reste un objectif de l'armée russe, mais celle-ci est bloquée ces dernières semaines au nord-ouest et à l'est de la capitale ukrainienne, et a dû reculer ces derniers jours sur plusieurs de ces fronts, a affirmé mercredi le maire de la capitale Vitali Klitschko.

"La cible de l'agresseur est la capitale de l'Ukraine, le coeur de notre pays", a déclaré l'ancien champion du monde de boxe. "Il y a toujours beaucoup d'attaques venant du nord et de l'est de notre ville", a-t-il expliqué.

"Près de Brovary (périphérie est de Kiev), depuis le nord derrière Liutij, se déroule une grande bataille, et selon des informations de sources officielles, la petite localité de Makariv (ouest) et la presque totalité d'Irpin (nord-ouest) sont déjà sous contrôle des soldats ukrainiens", a-t-il affirmé.

15h45

Le Biélorussie expulse des diplomates ukrainiens

La Biélorussie, pays allié de Moscou, a annoncé mercredi l'expulsion de la plupart des diplomates ukrainiens en poste sur son territoire, accusant Kiev d'actions "inamicales" et "d'ingérence" dans ses affaires.

Concrètement, ne resteront à Minsk que l'ambassadeur ukrainien et quatre diplomates, alors que plus de 20 personnes travaillaient à l'ambassade jusque-là. La Biélorussie va également fermer le consulat ukrainien à Brest, dans l'ouest du pays, "en raison de l'absence effective du personnel".

Diplomates russes chassés de Pologne

La Pologne expulse "45 espions russes se faisant passer pour des diplomates", a annoncé pour sa part le ministre polonais de l'Intérieur Mariusz Kaminski. "Cette mesure intervient dans le contexte de l'invasion russe de l'Ukraine, a souligné le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Lukasz Jasina.

15h30

Zelensky demande aux entreprises françaises de quitter la Russie


Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a exhorté mercredi devant le Parlement français les entreprises françaises implantées en Russie à cesser de soutenir "la machine

de guerre" russe et à quitter ce pays, citant Renault, Auchan et Leroy Merlin.

"Les entreprises françaises doivent quitter le marché russe. Renault, Auchan, Leroy Merlin et autres, ils doivent cesser d'être les sponsors de la machine de guerre de la Russie", a-t-il déclaré dans une allocution retransmise en visioconférence devant les députés et sénateurs français.

"Guerre contre la liberté, l'égalité et la fraternité"

Volodymyr Zelensky a également demandé à la France à défendre les valeurs de sa devise en Ukraine: "Nous attendons de la France, de votre leadership, que vous puissiez faire en sorte que la Russie cherche la paix pour mettre fin à cette guerre contre la liberté, l'égalité et la fraternité, contre tout ce qui a rendu l'Europe unie libre et diverse."

 Le président ukrainien Volodymyr Zelensky s'est adressé par visioconférence aux parlementaires français. [Yoan Valat - EPA]

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky s'est adressé par visioconférence aux parlementaires français. [Yoan Valat - EPA]

15h10

Bienne se préoccupe de la scolarisation des enfants ukrainiens

La ville de Bienne se prépare à accueillir les enfants ukrainiens. Les plus jeunes seront directement intégrés dans des classes enfantines existantes. Les enfants plus âgés qui doivent fréquenter des classes primaires ou secondaires seront scolarisés dans des classes d'accueil pour y suivre des cours intensifs de français ou d'allemand.

Au besoin, des classes supplémentaires seront ouvertes tant pour les écoles enfantines que pour les cours intensifs de langue, a annoncé mercredi la ville de Bienne. Une telle éventualité nécessiterait de trouver du personnel enseignant, des locaux et du mobilier.

Le Département des écoles va faciliter les démarches administratives en préparant des supports de communication ainsi qu'une inscription en ligne. Selon des estimations, environ 30% des réfugiés venus d'Ukraine sont des enfants en âge de scolarisation.

15h05

Biden rallie l'Europe pour renforcer l'Occident face à la Russie

Le président Joe Biden était en route mercredi pour l'Europe. Il s'efforcera de renforcer l'unité des Occidentaux et d'alourdir les sanctions contre la Russie, qui tente, en envahissant l'Ukraine, de bouleverser l'équilibre des forces de l'après-Guerre froide.

C'est un marathon diplomatique qui attend Joe Biden, soucieux d'afficher sa fermeté face au président russe Vladimir Poutine, mais aussi de tenir sa promesse de redonner aux alliances des Etats-Unis leur lustre terni par quatre années de présidence Trump.

15h00

Le Kremlin minimise l'exil d'artistes russes en plein conflit en Ukraine

Le Kremlin a jugé mercredi peu important le départ à l'étranger d'une série d'artistes et de célébrités russes depuis le début de l'opération militaire en Ukraine, assurant que la Russie conservait de nombreux talents.

"Ce n'est pas le plus important. Vous êtes d'accord que ce n'est pas le départ d'une star qui va changer les choses", a indiqué Dmitri Peskov, le porte-parole de la présidence russe, lors d'un point presse.

"Pas besoin de dramatiser inutilement le départ d'une ou de quelques stars", a-t-il poursuivi. "La Russie est riche de talents."

14h50

L'Otan déploie quatre nouveaux groupements tactiques sur son flanc oriental

L'Otan va déployer quatre nouveaux groupements tactiques en Bulgarie, en Roumanie, en Hongrie et en Slovaquie, pour renforcer ses défenses contre la Russie sur son flanc oriental, a annoncé mercredi son secrétaire général.

"Les dirigeants de l'Otan vont décider lors de leur sommet demain (jeudi) de renforcer la posture de défense avec quatre nouveaux groupements tactiques en Bulgarie, en Roumanie, en Hongrie et en Slovaquie, portant à huit les groupements tactiques déployés de la Baltique à la mer Noire", a précisé le Norvégien Jens Stoltenberg.

14h45

Climat tendu à Odessa, encore épargnée par la guerre

A Odessa, la population ukrainienne est, pour l'heure, épargnée par les bombardements russes. En cause, notamment: le système de défense anti-aérien ukrainien qui intercepte plusieurs fois par jour des missiles et des roquettes russes.

Au large de la ville portuaire, la patrouille des navires russes bouleverse la vie des habitants et engendre un climat de tension perpétuel.

>> Le reportage de Tout un monde:

 Le jeune Sacha pourrait être appelé à prendre les armes, mais est opposé à la guerre. [Maurine Mercier - RTS]

Reportage à Odessa, épargnée pour le moment par les bombardements russes / Tout un monde / 8 min. / hier à 08:17

14h10

L'UE veut procéder à des achats communs de gaz

L'Union européenne, qui cherche à réduire sa dépendance envers la Russie, va procéder à des achats communs de gaz auprès d'autres fournisseurs.

C'est l'une des mesures que la Commission européenne va soumettre à l'approbation des 27 dirigeants des pays de l'UE, réunis jeudi et vendredi à Bruxelles. Les Européens veulent également remplir à hauteur de 90% leur réserve de gaz d'ici novembre prochain.

>> Les explications du 12h30:

 Le drapeau de l'Europe. [EPA/Olivier Hoslet - Keystone]

© EPA/Olivier Hoslet - Keystone

Les propositions de l'Union européenne sur la question du gaz / Le 12h30 / 1 min. / hier à 12:34

14h05

Le canton de Thurgovie envisage de faire appel à des enseignantes ukrainiennes réfugiées

La Suisse a déjà accueilli plus de 11'000 réfugiés ukrainiens, dont de nombreux enfants en âge d'être scolarisés. Pour faire face à ce défi, qui s'ajoute à celui du manque d'enseignants, le canton de Thurgovie envisage de faire appel à des enseignantes ukrainiennes réfugiées.

"Si nous avons la possibilité de faire appel à des personnes qui ont une formation pédagogique et qui sont capables de faire le lien avec les enfants, cela a du sens que nous cherchions ces personnes et faisons appel à elles", explique Beat Brüllmann, chef du département de la Formation du canton de Thurgovie, mercredi dans le 12h45.

La proposition ne fait toutefois pas l'unanimité. Si la faïtière des enseignants alémaniques y est favorable, le président de l'association des directeurs et directrices d'écoles se montre moins enthousiaste.

>> Le reportage du 12h45:

 Pour faire face au défi de l'arrivée des écoliers venus d'Ukraine, le canton de Thurgovie envisage de recruter des enseignants ukrainiens [RTS]

Pour faire face au défi de l'arrivée des écoliers venus d'Ukraine, le canton de Thurgovie envisage de recruter des enseignants ukrainiens / 12h45 / 2 min. / hier à 12:45


14h00

Russes et Américains s'accusent mutuellement de vouloir utiliser des armes chimiques

Sur le front diplomatique, chaque camp accuse désormais l'autre de vouloir utiliser des armes chimiques. La Russie a lancé une première salve depuis la tribune de l'ONU, accusant les Occidentaux de soutenir des programmes secrets en Ukraine.

"Faux", a répliqué le président américain Joe Biden. Il a, à son tour, accusé Moscou de masquer ses propres intentions par ces allégations.

>> Les explications dans le 12h45:

 La mise au point de Joe Biden sur la possibilité de voir des attaques chimiques en Ukraine [RTS]

La mise au point de Joe Biden sur la possibilité de voir des attaques chimiques en Ukraine / 12h45 / 1 min. / hier à 12:45

13h30

L'OIT "suspend" sa coopération avec la Russie

L'Organisation internationale du travail a décidé mercredi de "suspendre provisoirement" sa coopération avec la Russie, à cause de l'invasion de l'Ukraine, selon une résolution adoptée par le Conseil d'administration.

La résolution - qui isole un peu plus Moscou au sein du système onusien - écarte aussi la Russie des réunions techniques et d'experts ou encore de conférences décidées par le Conseil d'administration de l'OIT.

13h15

Nestlé réduit encore ses activités en Russie

Vivement critiqué en raison de son insistance à maintenir certaines activités en Russie dans le contexte de la guerre en Ukraine, le groupe agroalimentaire Nestlé réduit encore son activité au pays des tsars et suspend les marques Kitkat et Nesquick.

Le groupe veveysan limite son activité à l'alimentation de base et promet de reverser les éventuels profits à des organisations humanitaires.

>> Lire : [Sous pression, Nestlé réduit encore les produits vendus en Russie](#)

12h45

La population russophone de Lettonie divisée sur le conflit en Ukraine

Ecartelée, divisée, parfois stigmatisée: la guerre en Ukraine crée des fractures au sein de la diaspora russe à l'étranger. En Lettonie, c'est d'autant plus flagrant: près de deux personnes sur cinq (37%) est de langue maternelle russe. Ce qui crée, dans cet Etat Balt une profonde crise identitaire.

>> Ecouter le reportage du 12h30:

 Une manifestation en soutien à l'Ukraine en Lettonie. [EPA/Toms Kalnins - Keystone]

© EPA/Toms Kalnins - Keystone

La population russophone de Lettonie divisée sur le conflit en Ukraine / Le 12h30 / 2 min. / hier à 12:35


12h30

Ioulia Timochenko, icône de la révolution de 2004, s'exprime sur la guerre en Ukraine

Ioulia Timochenko, icône de la révolution orange et ancienne Première ministre ukrainienne, est désormais députée dans l'opposition. Pour elle, il est hors de question de démilitariser l'Ukraine. Elle appelle à un soutien plus fort du monde occidental envers son pays.

Même si la femme d'État renouvelle sa confiance au président Volodymyr Zelensky, elle dit ne pas croire en l'efficacité des négociations bilatérales entre la Russie et l'Ukraine. "C'est ce moment historique où ne devons stopper ce mal un fois pour toutes", pointe Ioulia Timochenko pour qui le seul objectif est la victoire contre Vladimir Poutine.

>> Ecouter les précisions du 12h30:

 L'ancienne Premier ministre ukrainienne Ioulia Timochenko, à la sortie du Tribunal de Kiev, dénonce un procès politique à son encontre. [Frédéric Pfyffer - RTS]

© Frédéric Pfyffer - RTS

12h25

Négociations "difficiles" avec Moscou, Kiev a des positions "de principe"

Les pourparlers russo-ukrainiens sont "difficiles" car "la partie ukrainienne a des positions claires et de principe", a déclaré mercredi Mykhaïlo Podoliak, négociateur en chef côté ukrainien.

Il a souligné que les pourparlers, qui ont repris le 14 mars, continuaient "en permanence, en ligne". Un peu plus tôt, Moscou avait accusé les Etats-Unis d'entraver les "difficiles négociations" avec Kiev, et accusé les Ukrainiens de "changer constamment de position".

12h20

Kiev appelle à sanctionner "les propagandistes de la télévision russe"

Le ministre ukrainien des Affaires étrangères a appelé mercredi les Occidentaux à sanctionner "les propagandistes de la télévision russe", à la veille de sommets de l'Otan et de l'UE consacrés à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

"Les propagandistes de la télévision russe sont pires que les pilotes russes. Les pilotes risquent au moins d'être abattus.(...) Sanctionnez chacun d'entre eux", a exhorté Dmytro Kouleba dans un message posté sur Twitter.


"Bloquez toute la propagande russe toxique et ceux qui la soutiennent", a-t-il encore demandé, déplorant que "les têtes parlantes dorment en sécurité, puis prennent l'antenne et appellent à des frappes nucléaires ou à l'invasion des membres de l'Otan".

12h15

Deux nouveaux yachts d'un oligarque russe gelés dans le sud de la France

Deux nouveaux yachts appartenant à l'oligarque russe Alexeï Kouzmitchev, parmi les plus influents en Russie, ont été gelés sur la Côte d'Azur dans le cadre des sanctions prises par l'Union européenne après l'invasion de l'Ukraine, a-t-on appris mercredi de source gouvernementale.

La France avait déjà immobilisé un méga-yacht, l'Amore Vero, propriété d'une société liée au patron du géant pétrolier russe Rosneft, Igor Setchine, le 3 mars.

 L'Amore Vero bloqué à La Ciotat. [Douane Francaise/AP - Keystone]

L'Amore Vero bloqué à La Ciotat. [Douane Francaise/AP - Keystone]

Le 16 mars, un nouveau navire de plaisance a été gelé puis un second lundi. L'un des yachts est amarré au Vieux-Port de Cannes et l'autre se trouve dans un chantier naval à

Antibes, a indiqué à l'AFP cette source, confirmant une information initiale du quotidien Libération.

12h10

La Pologne expulse 45 diplomates russes pour espionnage

La Pologne expulse "45 espions russes se faisant passer pour des diplomates", a annoncé mercredi le ministre polonais de l'Intérieur Mariusz Kaminski.

"De façon totalement cohérente et déterminée, nous démantelons le réseau des services spéciaux russes dans notre pays", a-t-il précisé sur Twitter.

Et d'ajouter: "La liste a été transmise au ministère des Affaires étrangères, elle comporte des agents des services spéciaux de la Fédération de Russie (...), des gens qui se sont livrés à des activités d'espionnage contre la Pologne mais aussi contre nos alliés".

12h05

Deux échanges de prisonniers russo-ukrainiens ont eu lieu

Le ministère russe des Affaires étrangères a indiqué mercredi que deux échanges de prisonniers avaient été organisés depuis l'entrée des forces de Moscou en Ukraine. Il n'a pas précisé leurs dates ni le nombre de prisonniers concernés.

"Le ministère de la Défense de la Russie organise quotidiennement des couloirs humanitaires et l'évacuation de civils de localités. De plus, deux échanges de prisonniers entre la Russie et l'Ukraine ont eu lieu", a indiqué sans plus de précisions le ministère dans un communiqué dénonçant les prises de position de l'UE à l'égard de Moscou et de son offensive militaire chez son voisin.

Lundi, Tatiana Moskalkova, la déléguée aux droits humains auprès du Kremlin, avait évoqué un échange en Ukraine de neuf prisonniers russes contre Ivan Fedorov, le maire de Melitopol, une ville ukrainienne (sud-est) conquise par Moscou.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, interrogé à ce sujet mercredi, n'a pas souhaité s'exprimer. "Il y a eu déjà des informations sur l'échange du maire de Melitopol. Il n'y a pas eu d'autres échanges", a indiqué de son côté la vice-Première ministre ukrainienne Iryna Verechtchouk, sans donner de détails.

12h00

La migration forcée, terrain fertile à l'exploitation des êtres humains

Plus de 3,5 millions de personnes, surtout des femmes et des enfants, ont fui l'Ukraine depuis le début du conflit avec la Russie. Cette migration forcée rend les réfugiés vulnérables et exposés à d'autres menaces, y compris en Suisse. Plusieurs associations tirent la sonnette d'alarme et exhortent les pays à rester attentifs.

Une situation que constate également Angela Oriti, directrice de l'association Astrée à Lausanne. "La migration forcée est un terrain fertile pour les individus ou les groupes criminels", confirme-t-elle dans La Matinale.

"Fausses promesses"

Les réfugiés font face à une situation de dépendance pour se loger, se nourrir et se déplacer. "Il s'agit souvent de fausses promesses. Les personnes n'ayant pas d'autres alternatives et étant obligées d'accepter de l'aide acceptent ces propositions. Par la suite, elles se retrouvent dans un piège contraintes à la prostitution ou à d'autres domaines d'activités contre leur volonté", détaille Angela Oriti.

L'association Astrée, active dans le canton de Vaud, recense en moyenne 25 cas de traite des êtres humains par année. Au total, 87 victimes sont suivies.

Selon Angela Oriti, les familles d'accueil ne sont pas épargnées par ce phénomène varié, malgré de nombreux documents à fournir, dont un casier judiciaire. "Il peut y avoir des personnes qui souhaitent prendre en charge et héberger des personnes venant d'Ukraine ou d'ailleurs, et par la suite, elles profitent de la situation de vulnérabilité pour les exploiter."

>> Plus d'informations: [La migration forcée est un "terrain fertile" pour la traite des êtres humains](#)

11h50

Le point sur la situation en Ukraine

Au 28ème jour de la guerre en Ukraine, les attaques se poursuivent à Marioupol. Les troupes russes seraient rentrées dans la ville, selon l'armée américaine. Le Pentagone indique également des combats dans le sud du pays. Les forces ukrainiennes chercheraient à reprendre Kherson, la ville à l'embouchure du fleuve Dniepr sur la mer Noire.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky dénonce les conditions "inhumaines" infligées aux 100'000 personnes présentes à Marioupol "sans nourriture, eau ni médicaments." Elles doivent selon lui subir des "bombardements constants".

Les autorités de la ville indiquent par ailleurs avoir été frappées mardi par deux "bombes superpuissantes." Elles n'ont, pour l'heure, pas donné de bilan humain.

De leur côté, les Etats-Unis proposent une nouvelle réponse occidentale contre la Russie. En parallèle, l'Union européenne précise ses plans pour améliorer l'accueil des réfugiés: droit de travailler dans l'UE, accès garanti à la santé et à l'école. Un dernier point qui s'annonce particulièrement important au vue du nombre important d'enfants ukrainiens qui arrivent sur le continent.

>> Ecouter le sujet de Tout un monde:

 Un pompier ukrainien à Kiev. [AP Photo/Vadim Ghirda - Keystone]

Journal de guerre en Ukraine: point de la situation au 28e jour / Tout un monde / 2 min. / hier à 08:14

11h45

Le témoignage d'un jeune Ukrainien qui ne veut pas se battre

Vadim, 24 ans, ne croyait pas à la guerre jusqu'à ce que la première bombe explose dans son quartier. Il a fait le choix de quitter l'Ukraine plutôt que de combattre. "Je ne veux pas abandonner ma vie," a-t-il expliqué à la RTS alors qu'il venait de traverser la frontière moldave.

>> Voir son témoignage:

 Le témoignage d'un jeune Ukrainien qui ne veut pas se battre [RTS]

Le témoignage d'un jeune Ukrainien qui ne veut pas se battre / L'actu en vidéo / 53 sec. / hier à 10:05

11h30

La Chine contre une exclusion de la Russie du G20

La Chine s'est prononcée mercredi contre une exclusion de la Russie du prochain sommet du G20, envisagée par Washington après l'invasion de l'Ukraine. "La Russie est un

important pays membre (du G20), aucun membre n'a le droit d'expulser un autre pays", a estimé devant la presse un porte-parole de la diplomatie chinoise, Wang Wenbin.

Proche du Kremlin, avec qui il partage une hostilité affichée envers les Etats-Unis, le régime chinois s'est abstenu de condamner l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Les Occidentaux préparent eux de nouvelles sanctions contre la Russie, alors qu'ils doivent se réunir jeudi à Bruxelles dans le cadre de l'Otan, du G7 et de l'Union européenne, un mois jour pour jour après l'invasion de l'Ukraine. Jake Sullivan, conseiller à la sécurité nationale de Joe Biden, a évoqué mardi une possible exclusion du président Vladimir Poutine du G20, dont le prochain sommet est prévu en Indonésie à la fin de l'année.

11h20

Bruxelles autorise des aides d'Etat pour les entreprises de l'UE en difficulté

La Commission européenne a annoncé mercredi un assouplissement temporaire de ses règles limitant les aides d'Etat aux entreprises pour soutenir l'économie face aux conséquences de la guerre en Ukraine.

Les pays de l'UE sont autorisés à accorder des prêts bonifiés et des subventions aux firmes subissant l'impact des sanctions et la flambée des prix du gaz, sous certaines conditions. "Nous devons atténuer les conséquences économiques de cette guerre et soutenir les entreprises et les secteurs durement touchés et agir de manière coordonnée", a déclaré Margrethe Vestager, commissaire à la Concurrence, dans un communiqué.

11h15

La Russie n'insiste plus sur un "changement total de régime à Kiev"


Andrey Kortunov, directeur général du Conseil russe des Affaires internationales, estime qu'après un mois de guerre, les positions se sont un peu infléchies des deux côtés: avec des négociations, notamment sur les corridors humanitaires, et des discussions sur les modalités d'un cessez-le-feu et d'un accord de paix.

"Les deux parties ont montré un degré de flexibilité si on compare les positions actuelles avec leurs positions initiales", estime-t-il mercredi dans l'émission Tout un monde. Il observe que la Russie n'insiste plus sur un "changement total de régime à Kiev" et est prêt à négocier avec le président Volodymyr Zelensky et ses équipes. Du côté de l'Ukraine, les autorités ne demandent plus de rejoindre l'Otan et sont prêtes "à envisager une neutralité avec des garanties de sécurité de grands Etats".

Mais il y a "encore beaucoup de sujets de désaccord comme l'intégralité territoriale de l'Ukraine, la démilitarisation et la dénazification".

Andrey Kortunov, qui était à l'époque écouté par Vladimir Poutine, estime qu'il faut s'inquiéter d'une éventuelle escalade des tensions entre l'Occident et la Russie. "On doit aussi s'inquiéter des changements dans l'attitude occidentale à l'égard des dirigeants politiques russes, mais aussi de la société russe. On voit malheureusement des manifestations évidentes de ce que le Kremlin appelle de la russophobie", dit-il.

>> L'interview d'Andrey Kortunov dans Tout un monde:

 Une vue aérienne du Kremlin et de la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou. [Maxim Shemetov - Reuters]

© Maxim Shemetov - Reuters

Comment analyse-t-on l'évolution de la crise à Moscou ? Interview d'Andrey Kortounov / Tout un monde / 4 min. / hier à 08:15

>> Ecouter aussi l'interview de Sylvie Bermann, ancienne ambassadrice de France en Russie, dans Tout un monde:

 Sylvie Bermann, ancienne ambassadrice de France en Russie. [Twitter.com]

© Twitter.com

Crise en Ukraine, quelle diplomatie? Interview de Sylvie Bermann / Tout un monde / 4 min. / hier à 08:16

11h00

Plus de 3,7 millions de personnes ont quitté Ukraine

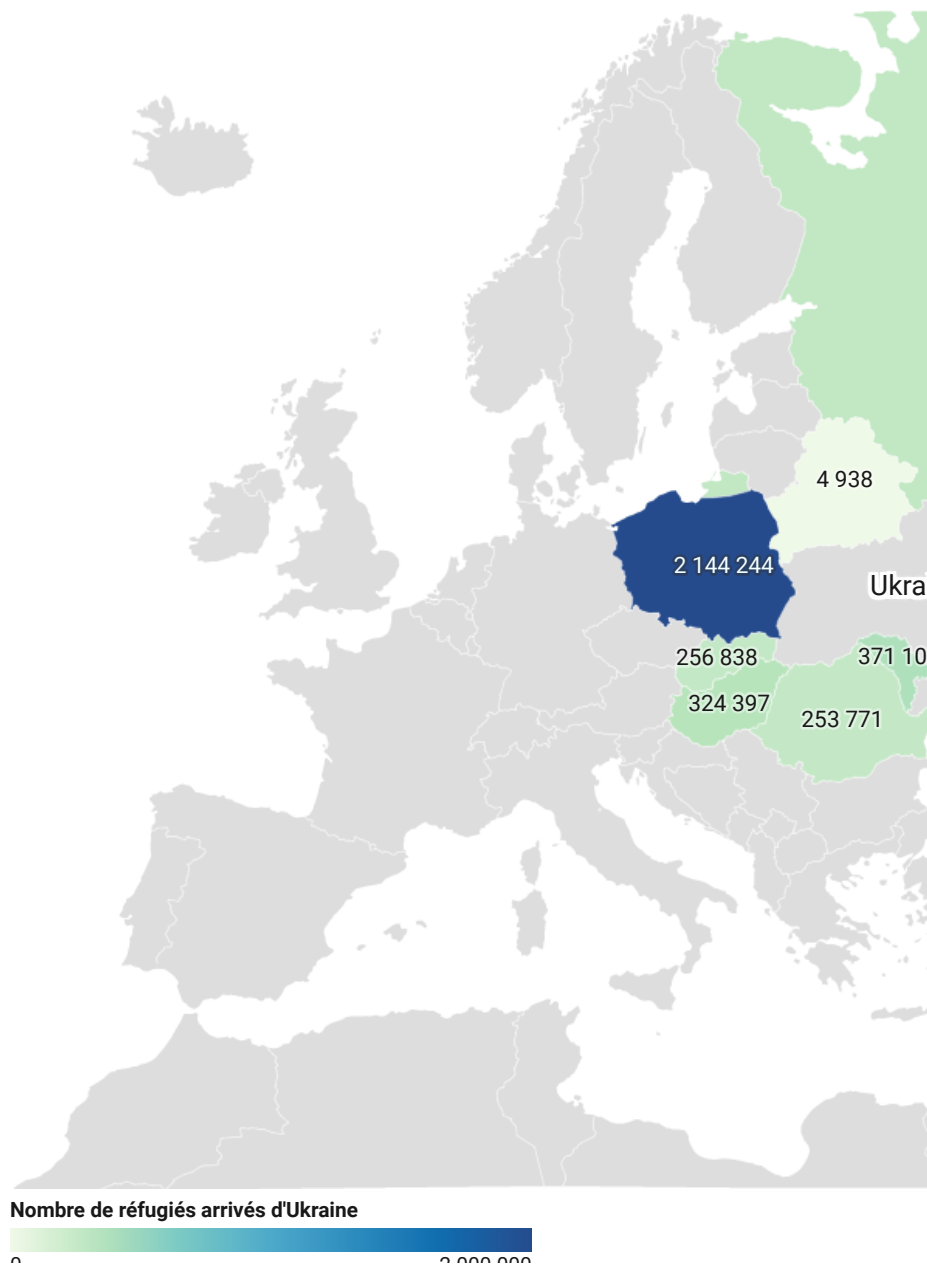
Plus de 3,7 millions de personnes ont quitté l'Ukraine ces dernières semaines. Parmi elles, plus de 2,1 millions sont passées par la Pologne depuis le début de la guerre, a affirmé mercredi à Genève le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

Près de 560'000 se sont rendues en Roumanie, plus de 370'000 en Moldavie, près de 330'000 en Hongrie et plus de 250'000 en Slovaquie comme en Russie. A ce total

s'ajoutent plus de 100'000 personnes qui ont fui les républiques autoproclamées de Donetsk et de Lougansk vers la Russie dans les jours précédant l'offensive.

Réfugiés partis d'Ukraine depuis le début de la guerre

Depuis le 24 février, **3'626'546** personnes ont fui l'Ukraine via les pays voisins. Un grand nombre de réfugiés arrivés en Pologne, Hongrie et Slovaquie ont poursuivi leurs routes vers d'autres pays de l'Espace Schengen. (état le 2022-03-22)



10h50

Bombardement russe sur un quartier résidentiel de Kiev

Un quartier résidentiel du nord-ouest de Kiev a été la cible mercredi matin d'un bombardement russe qui a fait quatre blessés légers et endommagé plusieurs habitations, a-t-on appris de sources concordantes.

Des tirs d'artillerie se sont abattus en début de matinée sur le quartier Nyvky, dans la partie de la capitale ukrainienne la plus proche de la ligne de front à environ cinq kilomètres, a constaté l'AFP.

Quatre blessés

Une maison a été totalement détruite et incendiée, plusieurs immeubles ont été grêlés de schrapnels et leurs vitres soufflées, a-t-on constaté. Des vitrines de commerces voisins ont été également brisées et des arbres de ce quartier résidentiel décapités.

La frappe a blessé quatre personnes, selon un communiqué de l'administration de la ville de Kiev. "L'ennemi a de nouveau bombardé. (...) Le district de Shevchenkivskiy a essuyé des tirs dans la matinée. Les secouristes sont actuellement sur place pour tenter d'éteindre plusieurs incendies dans des maisons privées et des immeubles de grande hauteur", a indiqué la ville.

10h40

Le président du CICR est arrivé à Moscou

Le président du CICR Peter Maurer est arrivé à Moscou. L'un des premiers hauts responsables à se rendre en Russie depuis le début de l'offensive en Ukraine, il doit poursuivre les discussions humanitaires avec les autorités pour diminuer l'impact sur les civils.

Peter Maurer est arrivé mercredi, a précisé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Genève. Le président relève "la dévastation provoquée par le conflit dans les récentes semaines". "Il y a des étapes pratiques dans le droit international humanitaire (DIH) que les parties doivent suivre" pour limiter les effets de la guerre, a-t-il ajouté, après sa visite de cinq jours la semaine dernière en Ukraine.

Les collaborateurs du CICR avaient dû quitter il y a une semaine la ville de Marioupol en raison de l'impossibilité de faire entrer de l'assistance. Peter Maurer a alerté sur la situation dans cette ville et appelé à ne la répéter dans le reste du pays.

10h30

Un embargo sur le gaz et le pétrole russes n'est "pas possible"

Le président de l'Assemblée nationale française Richard Ferrand a estimé mercredi qu'un embargo sur le gaz et le pétrole russes "n'est pas possible", quelques heures avant l'intervention vidéo devant le Parlement du chef de l'État ukrainien Volodymyr Zelensky.

"Nous ne sommes pas prêts parce que ce n'est pas possible", a répondu à l'antenne de France Inter le président du comité de campagne d'Emmanuel Macron, ajoutant que "les sanctions servent à infléchir le pouvoir politique russe, elles ne servent pas à punir les Français ou les Français ou les autres Européens".

10h00

"Mettre un plafond au prix du gaz, un choix fort"

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky continue sa tournée des parlements occidentaux. Mardi, il s'est adressé au législatif italien, fustigeant la "procrastination" des capitales occidentales.

Invité de La Matinale, Enrico Letta était présent lors de cette allocution. "On a retenu l'image d'un homme qui a fait l'histoire avec sa résistance, avec celle de son peuple. Il a changé le cours de l'histoire. Ça aurait été autre chose si Vladimir Poutine avait envahi toute l'Ukraine, sans cette résistance", témoigne l'ancien président du Conseil italien sur la RTS.

Egalement interrogé sur l'arrivée prochaine du président américain Joe Biden à Bruxelles, Enrico Letta y voit plus un "signal pour resserrer les rangs" qu'un aveu d'impuissance de l'Europe face à la situation en Ukraine.

"L'Europe veut faire du sérieux, il y a des décisions importantes, notamment celle de mettre un plafond au prix du gaz au niveau européen. C'est un choix fort. Mais je pense que c'est essentiel pour absolument éviter que les conséquences de cette guerre soient affreuses aussi sur l'économie", estime-t-il.

>> Plus d'informations: [Enrico Letta: "Volodymyr Zelensky, un homme qui a fait l'histoire avec sa résistance"](#)

09h45

Moscou accuse les Etats-Unis d'entraver les "difficiles" négociations russo-ukrainiennes

Moscou a accusé mercredi les Etats-Unis d'entraver les "difficiles" négociations russo-ukrainiennes, estimant que le but de Washington était de "dominer" l'ordre mondial, y compris par le biais des sanctions.

"Les négociations sont difficiles, la partie ukrainienne change constamment sa position. Il est difficile de se débarrasser de l'impression que nos collègues américains les tiennent par la main", a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov dans un discours devant des étudiants.

09h30

Des élus républicains prennent leurs distances avec le trumpisme sur la question ukrainienne

Le président américain Joe Biden se rend à Bruxelles ce mercredi. Une arrivée qui marque le début d'une visite de quatre jours sur le continent européen où il va s'entretenir avec ses partenaires européens au sujet de la guerre en Ukraine. A Washington, les deux partis traditionnellement en désaccord réclament aujourd'hui des mesures fortes en faveur de Kiev.

Ainsi, les ténors républicains osent pour la première fois mettre de la distance avec les trumpistes en leur sein. Certains ont même osé s'en prendre à un pilier médiatique du trumpisme: l'animateur vedette de Fox News, Tucker Carlson qualifié de "relais pour la désinformation".

>> Les explications de La Matinale:

 Les Etats-Unis et la Russie se déchirent au Conseil de sécurité de l'ONU sur la crise ukrainienne. [Richard Drew - AP]

© Richard Drew - AP

Les élus républicains prennent leurs distances avec le trumpisme sur la question ukrainienne / La Matinale / 1 min. / hier à 06:19

09h15

L'offensive russe "s'enlise", estime Olaf Scholz

L'offensive russe en Ukraine "s'enlise malgré toutes les destructions qu'elle provoque jour après jour", a estimé mercredi Olaf Scholz.

La "vérité est que la guerre détruit l'Ukraine mais qu'en faisant la guerre, Vladimir Poutine détruit aussi l'avenir de la Russie", a ajouté devant le Bundestag le chancelier allemand, assurant que Kiev pouvait "compter sur l'aide" de l'Allemagne.

 Le chancelier allemand Olaf Scholz. [KAY NIETFELD - KEYSTONE]

Le chancelier allemand Olaf Scholz. [KAY NIETFELD - KEYSTONE]

09h00

Un groupe de musique se mobilise contre la guerre en Ukraine

Un groupe punk ukrainien a décidé de réinterpréter le mythique tube du groupe anglais The Clash "London Calling" en le transformant en "Kiev calling" pour protester contre l'invasion russe.

Dans la vidéo, on voit la performance du trio et des images de la résistance dans les rue ukrainiennes. Le clip a été repartagé par le compte officiel des Clash et cumule désorma


plus de 70'000 vues.

Effort de guerre

Les musiciens du groupe punk Beton contribuent par ailleurs à l'effort de guerre sur le terrain. Un de ses membres, chirurgien orthopédique de formation, soigne actuellement les blessés aux combats.

Dans un message posté sur Instagram, les artistes expliquent avoir enregistré le morceau en trois jours avec l'aide du producteur du groupe britannique Danny Saber qui a bénévolement contribué au mixage.

>> Ecouter le sujet de La Matinale:

 Le groupe de punk ukrainien Beton a réinterprété le tube de "The Clash" [Youtube Smile R2588]

© Youtube Smile R2588

"Kiev Calling": quand les artistes ukrainiens participent à l'effort de guerre / La Matinale / 1 min. / hier à 06:29

08h45

La gauche veut renforcer l'encadrement des sanctions suisses

Dans le sillage des mesures prises dans le cadre de la guerre en Ukraine, la gauche veut muscler le système qui encadre les sanctions suisses. Socialistes et Verts proposent d'élargir l'éventail d'outils à disposition, un projet qui suscite méfiance et critiques à droite.

Pour veiller à leur bonne application, le PS demande la création d'une task force. "Les Etats-Unis, l'Union européenne et les différents pays qui ont pris le même genre de sanctions estiment qu'avec une task force de spécialistes de la criminalité financière, des banques, des placements, des sociétés de capitaux, on peut remonter le fil des fortunes de ces oligarques et on peut les bloquer pour rendre ces mesures plus efficaces", a expliqué le conseiller national Baptiste Hurni (PS/NE) mercredi dans La Matinale de la RTS.

Mais à droite, l'idée ne séduit pas vraiment. "Actuellement, il y a une répartition des tâches claire entre le Secrétariat d'Etat aux affaires financières internationales, le Seco e

la Finma [organe de surveillance des banques]", a relevé le chef du groupe PLR Damien Cottier.

>> **Ecouter le sujet de la Matinale:**

 **Le camp rose-vert veut renforcer l'encadrement des sanctions suisses (vidéo) [RTS]**

Le camp rose-vert veut renforcer l'encadrement des sanctions suisses (vidéo) / La Matinale / 3 min. / hier à 08:46

08h30

Volodymyr Zelensky va s'adresser au Parlement français

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky va s'adresser mercredi au Parlement français en visioconférence, dans la lignée de ses nombreuses interpellations aux parlementaires occidentaux depuis le début de l'invasion russe de son pays.

Les deux chambres françaises, l'Assemblée nationale et le Sénat, se réuniront à 15h00 pour écouter le président ukrainien qui devrait réitérer l'exercice de communication qu'il a déjà fourni devant d'autres parlementaires de différents pays.

Volodymyr Zelensky est devenu la figure mondialement connue de la résistance ukrainienne à l'invasion russe. Avant de s'adresser aux députés et sénateurs français, il aura parlé dans la matinée à la Diète japonaise.

 **Le président ukrainien Volodymyr Zelensky [RTS]**

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky [RTS]


08h15

L'arrivée de réfugiés en Suisse, un défi pour la traduction

L'arrivée de réfugiés ukrainiens en Suisse représente un défi pour la traduction. À Genève, l'Hospice général peut compter sur une quarantaine d'interprètes, tous bénévoles.

Ils se relaient dans des bureaux situés à Meyrin où se déroulent les formalités administratives comme l'attribution d'un logement ou encore les démarches pour l'octroi de l'assurance maladie.

>> [Ecouter le reportage de La Matinale:](#)

 **Des réfugiés ukrainiens attendent au centre d'accueil pour réfugiés ukrainiens de l'ancienne caserne militaire de Zurich, le mardi 15 mars 2022 à Zurich [Michael Buholzer - Keystone]**

© Michael Buholzer - Keystone

L'arrivée de réfugiés en Suisse représente un défi pour la traduction / La Matinale / 2 min. / hier à 06:33

08h00

La migration forcée rend les femmes ukrainiennes très vulnérables


Travail forcé ou sous-payé, violences sexuelles: la guerre n'est pas le seul danger pour les réfugiées ukrainiennes. La semaine dernière, l'association alémanique qui lutte contre la traite des femmes, la FIZ, a tiré la sonnette d'alarme. Des situations dangereuses ont été rapportées sur les routes migratoires, mais également en Suisse.

L'association alémanique en veut pour preuve les nombreuses situations rapportées par des victimes originaires de Syrie, d'Afghanistan ou encore de pays africains. Des femmes qui se retrouvent forcées à la prostitution ou payées au lance-pierre une fois arrivées en Suisse.

Dans cette crise, les femmes ukrainiennes ont toutefois droit à une protection supplémentaire: le statut S qui leur garantit, entre autres, de pouvoir travailler légalement.

En outre, pour lutter contre la traite d'êtres humains, la FIZ demande à la Confédération d'étendre cette protection à d'autres nationalités. Selon elle, des transports devraient également être organisés depuis l'Ukraine ou depuis ses pays voisins directement vers la Suisse.

>> [Ecouter le sujet de La Matinale:](#)

 **Travail forcé et violences sexuelles: la guerre n'est pas le seul danger pour les Ukrainiennes [MIGUEL A. LOPES - EPA]**

Travail forcé et violences sexuelles: la guerre n'est pas le seul danger pour les Ukrainiennes / La Matinale / 1 min. / hier à 06:30

07h45

121 enfants tués depuis le début de la guerre

Depuis le début du conflit en Ukraine, 121 enfants ont trouvé la mort et 167 autres ont été blessés, a déclaré mercredi le bureau du procureur général sur l'application de messagerie Telegram. Une information qui n'a pas été pu être vérifiée de manière indépendante dans l'immédiat.


07h30

Des députés italiens boycottent l'allocution de Volodymyr Zelensky

En Italie, le Parlement s'est réuni mardi pour écouter un message vidéo du président ukrainien Volodymyr Zelensky. L'homme d'Etat a une nouvelle fois demandé davantage de soutien et de sanctions contre la Russie.

En réponse, le Premier ministre Mario Draghi a promis de l'aide y compris militaire à la résistance ukrainienne. Mais quelques dizaines de parlementaires italiens ont délibérément refusé de venir écouter le président ukrainien. Parmi eux, des membres de l'extrême-droite et du mouvement 5 étoiles.

>> Les explications de La Matinale:

 Le président ukrainien Volodymyr Zelensky, le 7 mars 2022 à Kiev. [PRESIDENTIAL PRESS SERVICE HANDOUT - KEYSTONE]

Des députés italiens boycottent l'allocution de Volodymyr Zelensky / La Matinale / 1 min. / hier à 06:25

07h25

"Nous aurions dû écouter" Russes et Ukrainiens dit une ex-diplomate

Le monde n'a pas assez écouté ce que la Russie disait avant le début de son invasion en Ukraine, affirme l'ancienne diplomate suisse Heidi Tagliavini. "Nous aurions dû savoir que quelque chose se préparait", dit-elle.

Ce manque d'écoute vaut également pour les Ukrainiens, "qui ont appelé à l'aide", ajoute dans un entretien diffusé mercredi par la Neue Zürcher Zeitung Heidi Tagliavini, qui connaît personnellement le président russe Vladimir Poutine. Elle avait averti en 2016 déjà qu'il était dangereux de perdre de vue le conflit ukrainien.

Selon elle, il était prévisible qu'il y aurait une guerre. "Depuis les accords de Minsk de 2015, la Russie et l'Ukraine se sont mutuellement rejeté la faute pendant sept ans".

07h15

A Kharkiv, de nombreux Ukrainiens vivent dans le métro

A Kharkiv, l'une des villes ukrainiennes les plus bombardées par les forces russes, de nombreux habitants vivent désormais dans le métro. La station, très profonde, représente l'un des endroits les plus sûrs de la ville pour se protéger des bombardements des forces russes.

Les couloirs du métro sont encombrés de cartons de vêtements, de bouteilles d'eau ou encore de produits alimentaires. Si quelques habitants dorment sous des tentes, la plupart sont installés dans les deux trains toujours en gare.

>> Ecouter le reportage de La Matinale:

 Des voitures endommagées après un bombardement sont vues à Kharkiv, en Ukraine, le 20 mars 2022 [ANDRZEJ LANGE POLAND OUT - EPA]

07h00

Des organisations alertent contre le risque de traite d'êtres humains des réfugiés ukrainiens


Différentes organisations mettent en garde contre le risque de traite d'êtres humains et d'exploitation sexuelle auxquels s'exposent les réfugiés fuyant l'Ukraine notamment des mineurs non-accompagnés. Ces derniers sont particulièrement vulnérables.

Selon le Groupe d'experts sur la traite des êtres humains du Conseil de l'Europe, des trafiquants cibleraient les enfants sans parent fuyant l'Ukraine. Beaucoup d'entre eux seraient actuellement introuvables après l'évacuation précipitée d'orphelinats et de foyers d'accueil.

Olivier Hagon, membre du Corps Suisse d'aide humanitaire présent en Moldavie, s'inquiète aussi du risque de disparition: "La première des choses à faire est de vérifier l'identité de l'enfant. S'il n'a pas de papier, il faut lui en donner pour éviter qu'il ne parte dans un réseau de trafiquants", a-t-il expliqué mercredi dans La Matinale.

L'Ukraine, fragilisée par l'annexion de la Crimée et le conflit dans le Donbass depuis 2014, est un Etat particulièrement exposé ce type de trafic. De nombreuses victimes sont originaires de cette région ainsi que les réseaux criminels qui les exploitent, précise l'agence européenne de police criminelle.

>> Ecouter le sujet de La Matinale:

 28 février 2022, Lviv: des réfugiés ukrainiens en route vers la frontière polonaise à 13 km devant eux. [Kunihiko Miura - The Yomiuri Shimbun via AFP]

© Kunihiko Miura - The Yomiuri Shimbun via AFP


Des organisations suisses alertent contre le risque de traite d'êtres humains des réfugiés ukrainiens / La Matinale / 1 min. / hier à 06:18

06h00

Marioupol frappée par deux "bombes superpuissantes"

Marioupol (sud) a été frappée mardi par deux "bombes superpuissantes", a indiqué la municipalité sans pouvoir donner de bilan.

Selon le président ukrainien Volodymyr Zelensky, quelque 100'000 civils sont toujours coincés dans la grande ville portuaire, où des chars russes sont entrés après des semaines de bombardement.

 Un char de troupes prorusses dans la banlieue de Marioupol le 20 mars. [Alexander Ermochenko - Reuters]

Un char de troupes prorusses dans la banlieue de Marioupol le 20 mars. [Alexander Ermochenko - Reuters]

Ces personnes sont piégées "dans des conditions inhumaines" dans les ruines de Marioupol, "en état de siège total, sans nourriture, sans eau, sans médicaments, sous des bombardements constants", a alerté Volodymyr Zelensky dans une vidéo publiée mercredi à l'aube.

Trois couloirs humanitaires devaient être ouverts entre la ville de Zaporojie et des localités proches de Marioupol, que le président ukrainien Volodymyr Zelensky a accusé la Russie de "tout simplement détruire".

05h30

Le soutien aux sanctions contre la Russie augmente en Suisse

Près de trois Suisses sur quatre soutiennent les sanctions prises contre la Russie à la suite de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, selon un sondage diffusé mercredi par les journaux du groupe de presse Tamedia. Un quart s'y oppose.

Dans le détail, 61% des personnes interrogées se disent favorables à ce que la Suisse reprenne les sanctions de l'Union européenne. Quatorze pour cent sont plutôt pour cette mesure. A l'opposé, 17% sont résolument contre les sanctions, alors que 7% sont plutôt contre.

Le sondage de Tamedia a été réalisé le 12 mars dernier auprès de 12'437 personnes de tout le pays. La marge d'erreur est de plus ou moins 1,5 point.

Dans une précédente enquête de l'institut Link, publiée le 27 février, les sanctions contre la Russie n'étaient soutenues que par une courte majorité de 51,6%. Plus de 35% des Suisses se prononçaient contre.

03h00

Enquête contre un journaliste russe pour "fausse information" sur l'armée

La Russie a ouvert mardi une affaire pénale contre un célèbre journaliste pour publication de "fausses informations" sur les agissements de l'armée russe en Ukraine, un chef d'accusation récemment introduit passible de 15 ans de prison.

Le Comité d'enquête, chargé des principales affaires, a annoncé avoir "ouvert une enquête criminelle contre le journaliste Alexandre Nevzorov", lui reprochant d'avoir "sciemment publié de fausses informations sur un bombardement délibéré d'une maternité de Marioupol par l'armée russe".

"Ces publications étaient accompagnées de photographies qui ne sont pas fiables de civils affectés par le bombardement. Le ministère russe de la Défense a déjà annoncé officiellement que cette information était fausse", a-t-il ajouté dans un communiqué.

Le Comité d'enquête a précisé qu'il cherchait actuellement à localiser Alexandre Nevzorov, âgé de 63 ans, qui fut aussi député dans les années 2000. Il s'agit de la première affaire connue de ce genre contre un journaliste en Russie depuis l'adoption début mars d'une loi prévoyant jusqu'à 15 ans de prison pour toute information sur l'armée russe jugée mensongère par le Kremlin.

Ancien présentateur de télévision, le journaliste publie désormais essentiellement sur les réseaux sociaux et sur YouTube, où sa chaîne compte plus de 1,6 million d'abonnés. Ses quatre dernières vidéos affichent chacune plus de trois millions de vues.

02h30


L'opposition biélorusse appelle à des sanctions contre Alexandre Loukachenko

L'opposition biélorusse a appelé mercredi à des sanctions contre la Biélorussie aussi dures que celles visant la Russie suite à l'invasion russe de l'Ukraine. Elle exige des poursuites judiciaires contre le président biélorusse Alexandre Loukachenko, "complice" de Vladimir Poutine.

Le président russe "Poutine a été condamné à juste titre partout dans le monde. Mais [Alexandre] Loukachenko mérite un opprobre bien plus généralisé qu'il n'a eu jusqu'à présent", écrit Pavel Latouchko, figure de l'opposition biélorusse, dans l'hebdomadaire britannique The New European.

Cet ancien ministre biélorusse de la Culture, qui vit en exil à Varsovie après son limogeage pour avoir appelé publiquement à de nouvelles élections en Biélorussie en 2020, a estimé que le président biélorusse était "complice" dans la guerre en Ukraine, en ayant permis à la Russie d'utiliser son territoire pour l'invasion.

"Il a beau être le pion de Poutine, un dirigeant fantoche dans un Etat fantoche, c'est aussi un acteur majeur dans cette situation horrible et il est temps que l'Occident s'en rende compte et agisse en conséquence", poursuit-il. Il demande que soient infligées à la Biélorussie "les mêmes sanctions" que celles visant des intérêts russes.

 Alexandre Loukachenko et Vladimir Poutine. [Russian Presidential Executive Office - Keystone]

Alexandre Loukachenko et Vladimir Poutine. [Russian Presidential Executive Office - Keystone]

00h00

Retour sur la journée de mardi

>> Retrouvez en détails les événements de la journée de mardi: **Marioupol frappée par deux "bombes superpuissantes", des chars russes entrent dans la ville**

À propos de la RTS

[A propos](#)

[FAQ](#)

[Conditions générales](#)

[Charte de confidentialité](#)

[Contact](#)

[Travailler à la RTS](#)

[Communiqués de presse](#)

[Play Suisse](#)

[Recevoir nos programmes](#)

[Comment écouter nos podcasts](#)

[Ventes aux professionnels](#)

[Visiter les studios](#)

[Assister aux émissions](#)

[La Boutique RTS](#)

[RTS Avec Vous](#)

[RTSR](#)

[Médiation](#)

[SRF](#) | [RSI](#) | [RTR](#) | [SWI](#)